

Valeo L'art de fermer une usine en Corée du jour au lendemain

Invitée par la CGT de Sochaux, une délégation de Valeo Corée a témoigné hier, mettant en évidence certaines pratiques de l'équipementier français peu reluisantes, pour ne pas dire franchement choquantes.

C'est dans une salle archi comble à Sochaux que les salariés de Valeo Corée ont apporté hier leurs témoignages. Tout simplement poignants.

Leur histoire est simple.

Un 26 octobre 2009, les 187 salariés de Valeo Corée sont informés par courrier chronopost qu'ils sont licenciés et leur usine fermée.

Le lendemain, les locaux sont désertés, l'électricité coupée. Le directeur et les cadres ont disparu dans la nature. La décision de cette fermeture a été prise « sans information préalable et sans concertation » comme le prévoit en principe la loi en Corée.

Il ne s'agit pas de ce fait d'une liquidation judiciaire. En conséquence de quoi, les salariés licenciés ne peuvent prétendre à aucune protection et indemnité.

Indignés, les salariés décident de



Témoignages poignants de salariés coréens qui du jour au lendemain ont perdu leur emploi suite à l'annonce de la fermeture de leur usine « sans concertation aucune ». Photo Jacques Balthazard.

s'organiser et d'occuper les lieux pour attirer l'attention du plus grand nombre sur leur situation. La direction de Valeo saisira cette opportunité pour les poursuivre et les faire condamner pour « occupation illégale ». Pour autant, l'usine reste toujours occupée sept mois après l'annonce de la fermeture.

Des soutiens en Europe

Estimant qu'ils n'ont plus rien à perdre, les salariés poursuivent le combat engagé dans l'espoir que l'équipementier automobile français revienne sur sa décision.

Récemment, les actions entamées en justice par les salariés ont permis d'entrouvrir la porte à des négociations. Mais la réponse faite par le nouveau directeur de Valeo Corée a été simple. Il a botté en touche estimant n'avoir pas à répondre des agissements de ses prédécesseurs.

C'est une des raisons pour lesquelles une délégation de trois personnes a été envoyée en France avec des fonds réunis par les ex-salariés coréens.

Dès son arrivée dans l'Hexagone, la délégation a demandé à être reçue au siège social de Valeo.

Cela s'est traduit par un refus le 10 mai dernier, suivi d'un nouveau refus pour une rencontre le 18 mai.

La délégation coréenne ne baisse pas pour autant les bras. D'autant moins qu'elle a obtenu l'appui du comité automobile de la Fédération européenne des métallurgistes (FEM).

« Nous exigeons que le groupe Valeo cesse d'échapper à ses responsabilités, cesse les pressions contre les travailleurs et qu'il règle cette situation en ouvrant de véritables négociations ».